



OBSERVATOIRE DU SAHEL



LA STRATEGIE DE L'UNION EUROPEENNE AU SAHEL : DE L'IMPETUS À L'ASCETISME

AUTEUR :

DR. ADAM ABDOU HASSAN, Docteur en droit public de l'Université de Rouen Normandie. Il est membre associé du CREDHO-DIC Rouen (Recherches et études sur les droits de l'homme-Droit international comparé), au sein du CUREJ EA 4703 (Centre universitaire rouennais d'études juridiques). Ses travaux portent sur les relations entre l'Union européenne et l'Afrique (Groupe des Etats Afrique Caraïbes et Pacifique, et Union africaine). Il est également enseignant chercheur et auteur d'un ouvrage et de plusieurs articles scientifiques.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE :

DR. LADJI OUATTARA, Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).



Résumé

Face à l'instabilité de la région sahélienne, l'Union européenne (UE) a adopté une approche intégrée ayant pour objectifs d'opérer la coordination de sa politique de développement et de sécurité dans la région en 2011. Défendue avec vigueur, cette stratégie a enregistré des « échecs » et des « ratées » qui ont conduit, une décennie plus tard, à sa transformation. La crise malienne des dernières années conduit à un affaiblissement de cette approche et à son adaptation croissante, au cas par cas, et selon les thématiques considérées comme prioritaires par l'Union.

Contexte

La présente note s'inscrit dans une période de difficultés et de remise en cause de l'approche sahélienne de l'UE et de ses États membres. Le contexte particulier malien a permis de relever l'inefficacité des mécanismes de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic transfrontière. Dès lors, l'UE essaye de réaffirmer l'importance d'un partenariat solide et à long terme avec le Sahel pour renforcer ses politiques et actions dans la région. Elle entend dorénavant intensifier ses efforts politiques au moyen d'une nouvelle stratégie ambitieuse, inclusive et flexible, basée sur le principe de redevabilité mutuelle avec les autorités partenaires du Sahel.

Problématique

La note vise à analyser la dialectique de la réalité juridico-politique des pays sahéliens avec la démarche instrumentale de l'approche européenne.

Idées Majeures

- La place privilégiée du Sahel dans la résolution des conflits et des crises dans le monde ;
- Le renouveau de la stratégie intégrée de l'UE au Sahel ;
- Le principe de redevabilité mutuelle comme crédo ;
- L'incertitude de la vision sahélienne de l'UE ;
- La refonte de la stratégie sahélienne européenne.

Mots clés : Stratégie Sahel, Union européenne, redevabilité mutuelle, G5 Sahel, réappropriation.



Abstract

Faced with instability in the Sahel region, the European Union adopted an integrated approach to coordinate its development and security policy in the region in 2011. Vigorously defended, this strategy has had "failures" and "misfires" that have led, a decade later, to its transformation. The Malian crisis of the last few years has led to a weakening of this approach and its increasing adaptation on a case-by-case basis and according to the themes considered a priority by the Union.

Key words : *Sahel Strategy, European Union, mutual accountability, G5 Sahel, reappropriation.*

Introduction

L'histoire des relations entre certains États membres de l'Union européenne (UE) et plusieurs États africains « motive aujourd'hui une implication particulière de l'UE à l'égard des conflits et crises » en Afrique¹. Dans cette optique, le Sahel occupe une place privilégiée dans l'assistance européenne lorsqu'elle concerne la résolution des conflits et des crises. Désignant la zone de contact (الصحل - al sāhil : la côte, le rivage) entre le désert du Sahara et les savanes, le Sahel s'étend de l'Ouest du Sénégal à l'Est de l'Érythrée, avec des pays enclavés (Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso) présentant des caractéristiques communes², notamment : le changement climatique qui a pour conséquence d'accroître la perte de surfaces arables et de pâturages, la montée des rivalités entre fermiers et bergers nomades, une augmentation de la croissance démographique³, la baisse de la production de nourriture par personne⁴, le déplacement forcé de 8,1 millions de personnes en 2022 (dont 1,4 million de réfugiés (UNHCR) et 6,7 millions de déplacés internes (OCHA, OIM, partenaires humanitaires de l'UE)⁵. On estime à 34,5 millions

¹ Anne HAMONIC, *Les relations entre l'Union européenne et l'ONU dans le domaine de la gestion des crises*, Bruxelles, Bruylant, 2018, p. 775.

² Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », Briefing, PE 608.815, Parlement européen, 2017, p. 2.

³ « Entre 2010 et 2015 le nombre de naissances par 1000 habitants s'échelonnait entre 35,5 en Mauritanie et 49,2 au Niger (contre 37,9 pour l'Afrique subsaharienne et 19,6 au niveau mondial) ».

⁴ Bationo, A., J. Kihara, B. Waswa, B. Ouattara, B. Vanlauwe, « Technologies for Sustainable Management of Sandy Sahelian Soils », consultable sur : <https://www.fao.org/3/ag125e/AG125E32.htm>.

⁵ European Commission, European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, "Sahel Factsheet 2022", consultable sur : https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sahel_en.



le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence et 2,4 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère en 2021⁶.

La région sahélienne fait également face à une remise en cause de la légitimité des institutions étatiques, notamment pour l'accès aux services publics de base, dans les domaines de la sécurité, de la santé et de l'éducation⁷. En effet, la région du Sahel est appréhendée comme l'une des régions qui, par « nature », du fait de « l'instabilité politique », de la « pauvreté » et de la « non-sécurisation des frontières », « crée des problèmes », selon la Commission des Affaires étrangères du Parlement européenne⁸. En outre, certaines « défaillances étatiques et la porosité des frontières » favorisent l'infiltration et la prise de contrôle de groupes armés⁹. La remise en question des ordres et des frontières ainsi que la montée des insurgés sont caractéristiques de cette région¹⁰.

Au regard de ces faisceaux d'indices de fragilité, l'UE accorde une attention particulière à cette région depuis le début des années 2010, avec l'adoption le 8 mars 2011 par le Conseil de l'UE de la « stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel »¹¹. Cette stratégie « préfigure » la théorisation de « l'approche intégrée » de 2013¹², ou encore de la « stratégie globale » adoptée le 28 juin 2016¹³. Dès lors, pour l'ancien Représentant spécial de l'UE pour le

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Commission des Affaires étrangères, *Rapport sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel* (Rapporteur : Charles Tannock), Parlement européen, Document de séance, A7-00325/2013, RR\1005785FR.doc, PE510.774v02-00, 8 octobre 2013, 52 p., point A, p. 5.

⁹ Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », *op. cit.*, p. 2.

¹⁰ Morten BØÅS, Francesco STRAZZARI, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel : A Hybrid Political Order in the Making », *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*, vol. 55, n° 4, 2020, p. 1-17.

¹¹ Council of European Union, *Joint Staff working Paper - Joint paper European Strategy for Security and Development in the Sahel*, SEC(2011) 311 Final, 35 p.

¹² Damien HELLY, Greta GALEAZZI, « Avant la lettre ? The EU's comprehensive approach (to crises) in the Sahel », Birefieng Note, n° 75, ECDPM, 2015, p. 1-13.

¹³ Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général du Conseil, « Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne », Bruxelles, le 28 juin 2016, 10715/16, LIMITE, CFSP/PESC 543, CSDP/PSDC 395, 45 p. L'Union se dote d'une nouvelle approche qui remplace la Stratégie européenne de sécurité de 2003 et affirme sans détour que « notre sécurité sur notre propre territoire dépend de la paix au-delà de nos frontières » (*ibid.*, p. 5). Elle précise en outre que « eu égard aux interconnexions croissantes entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'entre la Corne de l'Afrique et le Proche-Orient, l'UE appuiera la coopération entre ces sous-régions. Il s'agira entre autres, dans la zone de la mer Rouge, d'encourager les relations dans le triangle formé par l'Europe, la Corne de l'Afrique et le Golfe, afin de relever les défis qui sont communs à toute cette zone sur le plan de la sécurité, et d'exploiter les possibilités économiques communes. Cela signifie qu'il faudra examiner de façon systématique les dynamiques transfrontalières en Afrique du Nord et de l'Ouest et dans les régions du Sahel et du Lac Tchad, et resserrer les liens avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le G5 Sahel » (*ibid.*, p. 35). Voir aussi Chantal LAVALLEE, Florent POUPONNEAU, « L'approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne », *Politique européenne*, 2016/1, n° 51, p. 8-29.



Sahel, l'Ambassadeur Angel Losada Fernandez, « la sécurité du Sahel est aussi la sécurité de l'Europe »¹⁴. Cependant, la dynamique « d'impulsion » (*impetus*) initiale de l'Union en 2011 prend un tournant particulier à partir de 2021, avec une démarche plus sobre et ascétique, consécutive aux échecs de la méthode européenne. Elle s'est confrontée aux dilemmes de la fragilité et des complexes sécuritaires divergents au Sahel¹⁵, en s'inscrivant dans la panoplie des acteurs de l'embouteillage sécuritaire dans cette zone¹⁶.

L'approche européenne s'inscrit souvent dans une « diplomatie du verbe »¹⁷, c'est-à-dire, dans l'utilisation des « instruments les plus déclaratoires », dont « l'objectif n'est pas véritablement la recherche d'une certaine effectivité des valeurs affichées, mais davantage la préservation des intérêts économiques ou politiques »¹⁸. Toutefois, le Conseil de l'Union européenne peut s'inscrire dans une diplomatie coercitive, c'est-à-dire que ses actions peuvent modifier la situation juridique du cadre relationnel avec les États sahéliens, par l'adoption de mesures appropriées – dans le cadre de la conditionnalité politique – ou de mesures restrictives – article 215 TFUE – à l'encontre des États dits « fautifs ». Cette diplomatie coercitive du Conseil se superpose à une approche plus souple qui se caractérise par une diplomatie déclarative, une diplomatie programmatique, une diplomatie préventive et une diplomatie positive. Dans la diplomatie déclarative, le Conseil donne son opinion sur l'actualité de la situation interne d'un État Sahélien, tandis que l'approche diplomatique programmatique vise à établir plusieurs programmes d'actions thématiques et régionales comme celles adoptées sur la région du Sahel¹⁹ ou encore les missions de l'Union au Mali et au Niger²⁰.

Au-delà des intérêts de L'Europe pour la projection de ses intérêts stratégiques dans la région sahélienne, la note vise à analyser la dialectique de la réalité juridico-politique des pays

¹⁴ Centre Africain d'Etudes Stratégiques, « La stratégie de l'Union européenne au Sahel et le nexus "sécurité-développement" », consultable sur : <https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Videos/La-strategie-de-l-Union-europeenne-au-Sahel-et-le-nexus-securite-developpement>.

¹⁵ Kari M. OSLAND, Henriette U. ERSTAD, « The Fragility Dilemma and Divergent Security Complexes in the Sahel », *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*, vol. 55, n° 4, 2020, p. 18-36.

¹⁶ Marie COLD-RAVNKILDE, Katja Lindskov JACOBSEN, « Disentangling the security traffic jam in the Sahel: constitutive effects of contemporary interventionism », *International Affairs*, vol. 96, n° 4, 2020, p. 864.

¹⁷ Fabien TERPAN, *La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 223.

¹⁸ Isabelle BOSSE-PLATIÈRE, *L'article 3 du traité UE : recherche sur une exigence de cohérence de l'action extérieure de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, Coll. Droit de l'Union européenne – Thèses, p. 478.

¹⁹ Voir General Secretariat of the Council, « Council conclusions on the Sahel », Brussels, 20 juin 2016, 10393/16, COAFR 187, ACP 94, CFSP/PESC 509, RELEX 540, MIGR 119, POLMIL 64, CIVCOM 119, 7 p. ; General Secretariat of the Council, « Council conclusions on the Sahel Regional Action Plan 2015-2020 », Brussels, 20 avril 2015, 7823/15, COAFR 131, ACP 60, CFSP/PESC 29, DEVGEN 46, COTER 59, MAMA 4, COHAFA 40, MIGR 23, 65 p. ; etc.

²⁰ Il s'agit de : EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger et EUTM Mali au Niger (une extension d'EUTM Mali au Niger).



sahéliens avec la démarche instrumentale de l'approche européenne. Elle s'inscrit dans une approche prudente et modeste au regard de la multiplicité des niveaux d'action et d'intervention de l'Union au Sahel. Si l'approche programmatique de 2011 reformulée en 2021 représente un renouvellement de l'UE au Sahel (I), elle fait face à une fragilisation ou une remise en cause systémique (II) au regard des développements récents relatifs à la crise sécuritaire et politique au Mali.

I – L'injonction du nouveau : la Stratégie intégrée de l'UE au Sahel

Dans une relation marquée par le sceau de l'eurocentrisme, c'est-à-dire d'un « universalisme tronqué des propositions offertes par l'idéologie et la théorie sociale des modernes »²¹, l'Union veut une « relation privilégiée avec le Sahel », par des « opportunités stratégiques mutuelles » facilitant la « prise de positions communes pour faire face aux enjeux communs »²². Cela se matérialise par l'adoption d'un principe de redevabilité mutuelle (A) qui se prolonge par l'option des réponses sahéliennes aux problèmes sahéliens à travers le soutien au G5 Sahel (B).

A – Le principe de redevabilité mutuelle comme leitmotiv

Face aux « tendances de long terme »²³ comme la raréfaction des ressources naturelles, le changement climatique ou les défis relatifs à l'accès à l'eau, aux terres, à l'éducation, à l'emploi ou encore à la santé, la « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel » du 16 avril 2021 apparaît comme une stratégie supplémentaire dans le « puzzle des stratégies pour le Sahel »²⁴. En effet, l'Institut Néerlandais des Relations Internationales – CLINGENDAEL²⁵ – a identifié pas moins de 16 stratégies pour la région²⁶, mises en œuvre par des organisations

²¹ Samir AMIN, *L'eurocentrisme : critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos, 1988, p. 6.

²² Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », Bruxelles, le 16 avril 2021, 7723/21, COAFR 89, CFSP/PESC 357, RELEX 293, CSDP/PSDC 168, ACP 20, DEVGEN 60, COHOM 73, COHAFA 25, CIVCOM 48, COPS 128, p. 2 (§ 2).

²³ Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », *op. cit.*, p. 4 (§ 3).

²⁴ Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », *op. cit.*, p. 6.

²⁵ Voir : <https://www.clingendael.org/research-program/sahel-programme> ; Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », *loc. cit.*

²⁶ Voir <https://www.clingendael.org/sites/default/files/PB%20Fix%20the%20unfixable.pdf>. Elles concernent celles de : la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement, la Banque mondiale, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des États sahélo-sahariens, G5 Sahel,



internationales et régionales, et des pays comme le Danemark, la France et les États-Unis. Ces multiples stratégies se structurent autour de la sécurité, du développement, de la gouvernance, de l'éducation et de la résilience ; toutefois, dans une approche comparative des stratégies de ces acteurs, « malgré la rhétorique de la vision commune, des risques bien réels de perceptions isolées, en silos, et de visions déconnectées les unes des autres [...] exigent des efforts constants de décroisement et de partage, de transparence et de mise en commun »²⁷. En outre, ces stratégies ne sont pas « figé[es] »²⁸, avec le lancement de nouvelles initiatives de coordination²⁹.

Dès lors, l'UE, avec sa nouvelle Stratégie Intégrée pour le Sahel de 2021, souhaite obtenir plus de « résultats concrets » en inscrivant son action dans un « partenariat basé sur la responsabilité de chaque partenaire de remplir ses engagements ». Qualifiée de « redevabilité mutuelle », cette démarche européenne repose sur un dialogue politique étroit et permanent sur des points prioritaires, définis conjointement, dans un climat de confiance visant à inciter la réalisation d'objectifs concrets et mesurables, en particulier dans les domaines de la gouvernance, de l'État de droit, et de la lutte contre la corruption et l'impunité³⁰.

La nouvelle approche européenne est une réponse aux « erreurs stratégiques » et aux « ratées »³¹ de la Stratégie de 2011 avec notamment : le coup d'État au Mali du 18 août 2020³², l'extension des groupes terroristes au Mali, au Niger et au Burkina-Faso, l'augmentation de la crise migratoire à partir de 2015 et l'approche défailante des missions européennes³³. Ainsi, après avoir considéré le processus électoral comme « l'étalon d'or du retour à la démocratie »³⁴, l'Union européenne, l'Union africaine (UA), la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest

l'Union africaine, l'Organisation de Coopération Islamique, l'Union européenne, Nations Unies, l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'Union du Maghreb Arabe, France, États-Unis et Danemark.

²⁷ Damien HELLY, Lori-Anne THEROUX-BENONI, Greta GALEAZZI, Ibrahim MAÏGA, Fatimata OUEDRAOGO, « Stratégies Sahel : l'impératif de la coordination », ISS, ECDPM, Note d'Analyse, n° 76, 2015, p. 4.

²⁸ *Ibid.*, p. 2.

²⁹ Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) joue un rôle structurel dans cette dynamique de coordination, voir « Mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel », <https://unowas.unmissions.org/fr/mise-en-%C5%93uvre-de-la-strat%C3%A9gie-int%C3%A9gr%C3%A9e-des-nations-unies-pour-le-sahel>.

³⁰ Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », *op. cit.*, p. 7 (§ 16).

³¹ Anna SCHMAUDER, Guillaume SOTO-MAYOR, Delina GOXHO, « Strategic missteps : learning from a failed EU Sahel Strategy », *Netherlands Institute of International Relations (CLINGENDAEL)*, 9 novembre 2020, consultable sur : <https://www.clingendael.org/publication/strategic-missteps-learning-failed-eu-sahel-strategy..>

³² Qui illustre la faillite des formations de renforcement des capacités et de la coopération en matière de sécurité qui n'ont pas réussi à rétablir la paix et la stabilité dans certains pays sahéliens.

³³ Voir Anna SCHMAUDER, Guillaume SOTO-MAYOR, Delina GOXHO, « Strategic missteps : learning from a failed EU Sahel Strategy », *loc. Cit.*

³⁴ Saïd ABASS AHAMED « Démocratisation en temps de guerre : le rôle des Nations Unies et de l'Union européenne en République démocratique du Congo », *Annuaire des Grands Lacs*, n° 10, 2005-2006, p. 304.



(CEDEAO) et les Nations Unies revoient leurs copies concernant les cas malien, burkinabé et tchadien. L'Union semble également « en décalage avec les *desiderata* des pays tiers. Ses analyses prennent insuffisamment en compte les différentes causes de l'instabilité d'un pays/d'une région, les besoins et intérêts des différents acteurs impliqués dans un pays/une région à tous les niveaux »³⁵. En outre, l'Union s'inscrit dans une « approche globale », c'est-à-dire, simultanément, dans « plusieurs secteurs du développement et de la sécurité, mais plusieurs facteurs l'en empêchent : des blocages institutionnels (doublons, compétition, manque de coordination), le manque de communication interservices ainsi qu'un manque de compétences sur les questions sécuritaires »³⁶. Le principe de redevabilité mutuelle devient ainsi le leitmotiv européen, visant à prendre en compte les stratégies nationales et locales face au constat de « la fragilité du contrat social et des contestations de la légitimité de l'Etat »³⁷ au Sahel. Elle est reprise dans les Plans d'Action Annuels entre l'Union et ces pays³⁸. Cette dynamique vise surtout à la réappropriation par les pays sahéliens des questions brûlantes du Sahel.

B – La réappropriation sahélienne à travers le soutien au G5 Sahel

Par sa nouvelle démarche de redevabilité mutuelle, l'Union consolide la vision selon laquelle elle « ne travaille pas pour l'Afrique mais avec l'Afrique »³⁹, puisqu'une « intervention trop directe de l'Union européenne peut heurter la 'susceptibilité' des États bénéficiaires »⁴⁰. Elle s'engage ainsi dans une optique visant à « adapter ses objectifs et méthodes à l'évolution du contexte »⁴¹, et à « renforcer son partenariat avec le G5 Sahel, ses États membres, ses institutions et ses populations »⁴². En plus des initiatives comme l'Alliance Sahel, le Partenariat pour la

³⁵ Bérangère ROUPPERT, « Bilan de la Stratégie de l'UE au Sahel », in Fondation Gabriel Péri – Conférence du mardi 11 décembre 2012, *Les processus de militarisation dans l'espace sahélo-saharien et la crise malienne : Quels enseignements ?* Consultable sur : https://gabrielperi.fr/wp-content/uploads/2019/03/rouppert_-_ue_au_sahel.pdf.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », *op. cit.*, p. 3 (§ 5).

³⁸ Voir par exemple le Plan d'Action Annuel (PAA) entre la Commission européenne et la République du Niger du 29 mars 2022 qui remplace les anciens Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), <https://www.actuniger.com/politique/18026-cooperation-ue-niger-un-nouvel-accord-de-financement-de-197-milliards-de-francs-cfa-pour-la-periode-2021-2027.html>.

³⁹ Centre Africain d'Etudes Stratégiques, « La stratégie de l'Union européenne au Sahel et le nexus "sécurité-développement" », *loc. cit.*

⁴⁰ Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », *op. cit.*, p. 5.

⁴¹ Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », *op. cit.*, p. 18 (§ 36).

⁴² *Ibid.*



Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S) et la Coalition pour le Sahel, auxquelles participe l'UE⁴³, une coordination renforcée est prévue avec les partenaires internationaux, notamment ceux du G5 Sahel, de la CEDEAO, de l'UA, des Nations Unies, des institutions financières internationales ainsi que des partenaires bilatéraux stratégiques. Ils partagent la « volonté de contribuer à la stabilité et au développement du Sahel »⁴⁴.

Cependant, c'est avec le Secrétariat exécutif du G5 Sahel que l'Union prévoit « un rôle de premier ordre »⁴⁵ en matière de coordination et de pilotage⁴⁶. Traduisant un « régionalisme sécuritaire » qui englobe « la paix et la sécurité régionales »⁴⁷, le G5 Sahel illustre la mise en œuvre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies sur les accords régionaux (articles 52 à 54). La signature, le 19 décembre 2014 à Nouakchott, de la Convention portant création du G5 Sahel entre le Burkina-Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, a pour objectif de renforcer la paix et la sécurité, mais également de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière entre ces pays. Néanmoins, cette particularité régionale ouest-africaine relève plus d'une « volonté politique » que d'une « réelle capacité des Etats à en assumer les missions », au regard de la « dépendance financière excessive » de l'organisation et d'une « indigence criarde de[...] [ses] moyens techniques »⁴⁸. L'Union européenne a su exploiter ces faiblesses structurelles du G5 Sahel pour devenir l'un de ses principaux bailleurs et soutien technique. Depuis la création du G5 Sahel, des réunions conjointes sont organisées entre les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation et le Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Le « Partenariat »⁴⁹ entre les deux organisations a été consolidé par la « Déclaration conjointe du 28 avril 2020 »⁵⁰ entre le Président du Conseil européen et la Présidente de la Commission européenne d'une part, et les Présidents des États membres du G5 Sahel d'autre part. Les deux organisations souhaitent ainsi : accélérer la lutte contre le terrorisme, renforcer les capacités de sécurité et de défense dans les pays du G5 Sahel,

⁴³ *Ibid.*, p. 4 (§6), p. 6 (§12), p. 9 (§23).

⁴⁴ *Ibid.*, p. 9 (§23).

⁴⁵ *Ibid.*, p. 7 (§13).

⁴⁶ En ce qui concerne notamment le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité nationales et de la FC-G5S et le déploiement de l'Etat, des administrations et des services de base dans un contexte de stabilisation.

⁴⁷ Jean Innocent SENOUE, « Le régionalisme sécuritaire du G5 Sahel », *Afrilex*, 2021, p. 4.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ SEAE, « L'Union européenne et le G5 Sahel : un partenariat plus que jamais d'actualité », avril 2020, consultable sur : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/factsheet_eu_g5_sahel_updated.pdf.

⁵⁰ Conseil européen, « Déclaration conjointe des membres du Conseil européen avec les États membres du G5 Sahel », 28 avril 2020, consultable sur : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/04/28/joint-declaration-of-the-members-of-the-european-council-with-the-member-states-of-the-g5-sahel/>.



rétablir la présence de l'État et les services de base sur l'ensemble du territoire des pays de la région, et accroître les efforts de développement.

Aussi, face aux « erreurs stratégiques »⁵¹ et aux « ratées »⁵², l'Union s'inscrit dans sa « nouvelle doctrine vis-à-vis de l'Afrique »⁵³ à travers le soutien au G5 Sahel, l'objectif étant de prendre en compte la vision sous régionale de la sécurité et du développement et de la confronter à celle de l'Union afin d'en extraire des priorités communes⁵⁴. Le soutien à la sécurité et à la stabilité s'illustre par un montant de 253,6 millions d'euros alloué pour soutenir la Force conjointe, y compris sa composante police⁵⁵. Le soutien au développement des États du G5 Sahel pour la période 2014-2020 s'élève à 3,6 milliards d'euros. Avec l'ajout, pour la même période, du soutien financier apporté par les États membres, l'aide européenne représente au total 8 milliards d'euros⁵⁶. On note également, pour la même période, une réponse aux défis humanitaires de la région sahélienne par un soutien de 1,12 milliard d'euros. Malgré cette dynamique entre les deux organisations, la crise malienne et le nouveau contexte régional modifient l'agenda sécuritaire.

II – La fragilisation de la stratégie sahélienne européenne

La question du soutien de l'UE au G5 Sahel s'est posée avec acuité au regard de la crise malienne consécutive aux coups d'État des deux dernières années, du « mercenariat » et du retrait malien du G5 Sahel. La suspension des missions PSDC d'EUCAP Sahel Mali et d'EUTM Mali traduit une incertitude quant au futur des actions européennes (1). L'Union se trouve ainsi à la croisée des chemins, et doit repenser son cadre d'action au Sahel (2). C'est ce qui pousse, le 30 juin 2022, la Représentante spéciale de l'UE pour le Sahel, Mme Emanuela Del Re, alors en visite au Secrétariat exécutif du G5 Sahel avec une importante délégation de l'Union, à affirmer : « l'Union européenne restera aux côtés du G5 Sahel, elle va l'accompagner dans cette période extrêmement difficile marquée par le retrait du Mali de l'organisation sous régionale »⁵⁷.

⁵¹ Anna SCHMAUDER, Guillaume SOTO-MAYOR, Delina GOXHO, « Strategic missteps: learning from a failed EU Sahel Strategy », *op. cit.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ Adam ABDOL HASSAN, « La Commission européenne se dote d'une nouvelle doctrine vis-à-vis de l'Afrique », *The Conversation*, 31 mai 2017, consultable sur : <https://theconversation.com/la-commission-europeenne-se-dote-dune-nouvelle-doctrine-vis-a-vis-de-lafrique-78085>.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ SEAE, « L'Union européenne et le G5 Sahel : un partenariat plus que jamais d'actualité », *op. cit.*

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Secrétariat du G5 Sahel, « L'Union européenne restera aux côtés du G5 Sahel », G5 Sahel, 29 juin 2022, consultable sur : <https://www.g5sahel.org/lunion-europeenne-restera-aux-cotes-du-g5sahel/>.



A – L'incertitude de la vision sahélienne de l'UE

Dans son « *Peace and Security in 2022 : Overview of EU action and outlook for the future* » publié le 14 juillet 2022, le Service de Recherche du Parlement européen (SRPE) examine les enjeux actuels de la promotion de la paix et de la sécurité internationale des différentes politiques extérieures de l'Union, notamment sa Stratégie intégrée pour le Sahel. Le SRPE relève que « le Sahel reste politiquement très instable »⁵⁸ avec la succession de coups d'État au Mali (août 2020 et mai 2021) et au Burkina Faso (janvier 2022), ainsi que la prise de contrôle militaire du gouvernement tchadien en avril 2021⁵⁹. Ainsi, « l'approche globale de l'UE est également remise en question par les réalités sur le terrain »⁶⁰.

Si dans le conflit du Tigré Ethiopien, avec la difficulté de mettre en œuvre l'aide humanitaire, le développement et la sécurité, l'Union a suspendu son soutien budgétaire de 88 millions d'euros⁶¹, au Sahel, dans un premier temps, elle fait de l'amélioration de la gouvernance des pays partenaires l'élément central de sa nouvelle stratégie régionale⁶². Toutefois, les nouvelles dynamiques régionales ont aggravé la situation, suite notamment aux tensions diplomatiques et militaires entre la République du Mali et la République Française⁶³. Après les deux coups d'Etat et au regard de la volonté française de réaménager le dispositif de Barkhane,

⁵⁸ « *The Sahel remains highly unstable politically* », traduit de l'anglais par l'auteur.

⁵⁹ European Parliamentary Research Service, Eleni LAZAROU Eleni, Ionel ZAMFIR, *Peace and Security in 2022 : Overview of EU action and outlook for the future*, European Parliament, PE 733.605, 2022, 84 p.

⁶⁰ *Ibid.* « *The EU's comprehensive approach is also challenged by the realities on the ground* », traduit de l'anglais par l'auteur.

⁶¹ Josep BORELL, Haut représentant de l'Union pour les Affaires Etrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission, note que : « *i stressed that in the absence of full humanitarian access to all areas of the conflict, we have no alternative but to postpone the planned disbursement of €88 million in budget support* », EEAS, « We need humanitarian access to Tigray as urgent first step towards peace in Ethiopia », EEAS, 15 January 2021, consultable sur : https://www.eeas.europa.eu/eeas/we-need-humanitarian-access-tigray-urgent-first-step-towards-peace-ethiopia_en.

⁶² European Parliamentary Research Service, Eleni LAZAROU Eleni, Ionel ZAMFIR, *Peace and Security in 2022 : Overview of EU action and outlook for the future*, *op. cit.*, p. 41.

⁶³ Pour aller plus loin, voir Bruno CHARBONNEAU, « De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel », *Les Temps Modernes*, n° 693-694, 2017/2-3, p. 322-340. Après la volonté française de refonte de Barkhane et sa qualification malienne « d'abandon en plein vol », le Mali a décidé de dénoncer les accords de coopération en matière de défense avec effet immédiat et la réponse française de retrait de ses troupes au Mali. La stratégie française consiste à se redéployer dans le pays voisin du Mali, le Niger.



le Mali décide de revoir « les ambitions à la baisse des partenaires régionaux et internationaux »⁶⁴, aussi bien en ce qui concerne l'Union européenne que le G5 Sahel⁶⁵.

Avec la décision malienne de retrait du G5 Sahel⁶⁶ du 15 mai 2022⁶⁷, le Conseil de l'Union européenne, réuni en formation défense le 17 mai 2022 après avoir créé *Hub for European Defence Innovation*⁶⁸, décide de suspendre les missions de l'Union européenne au Mali. Selon le Haut représentant « *l'approche globale de l'UE est également remise en question par les réalités sur le terrain* »⁶⁹. Pour Josep BORRELL « [...] nous avons constaté une tendance croissante à la collusion et des allégations de graves violations des droits de l'homme [qui font] l'objet d'une enquête des Nations unies. La dernière décision regrettable du Mali de se retirer du G5 Sahel ne fait qu'ajouter à cette situation. Nous avons donc décidé de réaffirmer notre décision provisoire [que nous avons prise il y a un mois] de suspendre la formation opérationnelle des unités formées des forces armées maliennes et de la garde nationale. Nous avons également suspendu la livraison d'équipements militaires dans le cadre de la Facilité européenne de paix, qui était en cours de livraison »⁷⁰.

⁶⁴ International Crisis Group, *Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, ICG, Report n° 304, 2021, consultable sur : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/304-transition-au-mali-preserver-laspiration-au-changement>.

⁶⁵ Avec un impact sur la reconstruction de l'État, voir Catriona CRAVEN-MATTHEWS, Pierre ENGLEBERT « A Potemkin state in the Sahel ? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction », *African Security*, vol. 11, n° 1, 2018, p. 1-31.

⁶⁶ Consécutive aux oppositions de certains membres de l'organisation de transférer la Présidence tournante de l'institution au Mali, exercée par le Tchad, au regard des deux coups d'Etats d'août 2020 et mai 2021, et suite aux sanctions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle devait s'opérer par une conférence de l'organisation au Mali. Une position qui contraste avec le cas tchadien dont le gouvernement est également issu d'un coup d'Etat.

⁶⁷ SEAE, « Mali : Déclaration du Haut représentant Josep Borrell sur la décision du Mali de se retirer du G5 Sahel », SEAE, 16 mai 2022, consultable sur : https://www.eeas.europa.eu/eeas/mali-d%C3%A9claration-du-haut-repr%C3%A9sentant-josep-borrell-sur-la-d%C3%A9cision-du-mali-de-se-retirer-du_en.

Pour le Haut représentant « Cette décision s'ajoute à d'autres décisions récentes de repli des autorités de transition. Dans le contexte actuel, l'UE ne peut que s'inquiéter davantage des conséquences de ce choix sur la sécurité des populations, au Mali et dans la sous-région » (*ibid.*).

⁶⁸ Notamment par la stimulation, la facilitation et le soutien dans la coopération en matière d'innovation dans le domaine militaire, entre les États membres de l'Union.

⁶⁹ « *We do not have the guarantees by the transition authorities on non-interference by the Russian mercenaries [with the Malian Armed Forces trained by EUTM]* », traduit de l'anglais par l'auteur, EEAS, « Foreign Affairs Council (Defence) : Remarks by High Representative Josep Borrell at the press conference », EEAS, 17 mai 2022, consultable : https://www.eeas.europa.eu/eeas/foreign-affairs-council-defence-remarks-high-representative-josep-borrell-press-conference-0_en?s=331. Voir également Luke HARDING, Emmanuel AKINWOTU, « Russian mercenaries linked to civilian massacres in Mali », *The Guardian*, 4 may 2022, consultable : <https://www.theguardian.com/world/2022/may/04/russian-mercenaries-wagner-group-linked-to-civilian-massacres-in-mali>.

⁷⁰ « [...] *We have seen an increasing pattern of collusion and allegations of grave human rights abuses [that are] being investigated by the United Nations. The latest regrettable decision by Mali to pull out from the G5 Sahel only adds to this. So, we decided to reaffirm our provisional decision [that we took a month ago] of suspending operational training to form units of the Malian Armed Forces and the National Guard. We have also suspended the delivery of military equipment under the European Peace Facility, which was on the way* », traduit de l'anglais



Il ne s'agit pas d'une « annulation » d'EUTM Mali et d'EUCAP Sahel Mali, mais plutôt d'une revue stratégique de ces missions par une suspension des formations, une réduction des effectifs au Mali et une réaffectation des ressources militaires dans les pays voisins comme le Niger. Cette approche s'explique par les différences d'approches des États membres au sein du Conseil défense de l'Union européenne puisque l'unanimité doit être obtenue « pour plier bagage et partir tous »⁷¹. Ainsi l'Espagne, qui demeure l'un des grands contributeurs des missions au Mali, va probablement diminuer le nombre de ses effectifs. L'Allemagne elle, rebasculer ses effectifs au Niger. Avec le redimensionnement, l'Union « reste pour faire les autres choses avec beaucoup moins d'effectifs »⁷². Cependant, en cas de volonté malienne de retrait intégrale, elle s'opérera de « façon coordonnée par le Commandement bruxellois de la mission au Mali »⁷³.

Les conséquences du retrait malien du G5 Sahel et de sa Force conjointe conduisent à un affaiblissement des leviers de l'UE sur les questions de développement et de sécurité. Aussi, il est peut-être temps « de repenser nos approches et de changer notre façon de faire notre travail », avec des « [...] approches innovantes face aux tactiques en constante évolution des groupes terroristes [...] », pour reprendre les propos de Martha Ama Akyaa Pobee, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique aux Départements des affaires politiques, de consolidation de la paix et des opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies⁷⁴. Démarche dans laquelle s'inscrit également l'Union européenne.

B – Vers une refonte de la stratégie européenne ?

Un an après l'adoption de sa nouvelle stratégie Sahel, l'Union parle maintenant du fait que « nous devons être capables de mieux prévenir et pas seulement de réagir aux crises. Nous devons agir avant que la crise n'éclate »⁷⁵. La majorité des missions et opérations de la PSDC se déroulent en Afrique parallèlement aux opérations de maintien de paix de l'ONU et des missions

par l'auteur, EEAS, « Foreign Affairs Council (Defence) : Remarks by High Representative Josep Borrell at the press conference », *loc. cit.*

⁷¹ Josep BORRELL (*ibid.*).

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Actualités de l'ONU, « Retrait du Mali du G5 Sahel, la Force conjointe "un revers" pour la région », ONU, 18 mai 2022, consultable sur : <https://news.un.org/en/story/2022/05/1118582>.

⁷⁵ « *We must be able to prevent better and not only respond to crises. We have to act before a crisis erupts* », traduit de l'anglais par l'auteur, EEAS, « Foreign Affairs Council (Defence) : Remarks by High Representative Josep Borrell at the press conference », *loc. cit.*



de l'UA, d'où une véritable urgence pour l'UE de trouver des alternatives⁷⁶. Ainsi, une démarche plus prudente et difficile est adoptée par l'UE dans ses missions et opérations dans la région. De nos jours, sur les 10 pays du monde les plus touchés par le terrorisme, trois (3) se trouvent dans la région du Sahel (Niger, Mali et Burkina Faso)⁷⁷.

Dans ses dynamiques futures, l'Union souhaite privilégier la création de partenariats au-delà des parties prenantes actuelles. Notamment avec la « stratégie globale sur son partenariat avec l'Union africaine, qui s'est traduite par une déclaration commune des chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union africaine et de l'UE en février 2022. Cette déclaration conjointe met en évidence un partenariat renouvelé reposant sur plusieurs piliers, dont "une coopération renouvelée et renforcée pour la paix et la sécurité", reflétant la conviction que la sécurité et le développement durable se renforcent mutuellement »⁷⁸.

Aussi, au regard des transformations sécuritaires actuelles dans le Golfe de Guinée, notamment avec les nouvelles dynamiques au Bénin, au Togo et au Burkina Faso, pour l'Union : « nous devons agir avant que la crise n'éclate et nous devons être prêts à fournir un soutien à nos partenaires bien avant d'être dans une situation d'urgence. Nous avons besoin d'équipes plus petites, plus agiles, qui peuvent répondre à des demandes spécifiques de formations ciblées, de conseils, d'équipements et d'accompagnement. C'est la formule »⁷⁹. Cette formule au rabais s'inscrit dans la nouvelle approche sahélienne de l'Union. En outre, pour la première fois, le 15 juillet 2022, l'Union européenne a procédé à la signature d'un « accord de travail » entre la mission EUCAP Sahel Niger et l'Agence européenne de surveillance des frontières FRONTEX,

⁷⁶ Au Sahel, l'Union a établi trois missions PSDC, EUCAP-Sahel Niger (2012), EUCAP-Sahel Mali (2014) et EUTM-Mali (2013), avec une Cellule Régionale de Conseil et de Coordination (CAR), une Cellule Régionale de Conseil et de Coordination (RACC) basée à Nouakchott (2019). À partir de mars 2020, sous la houlette des accords bilatéraux français, 11 États membres de l'Union ont lancé une intervention européenne commune au Sahel dénommée « Takuba », pour combattre aux côtés de l'armée malienne ou encore de l'armée nigérienne. L'Union soutient également la Force opérationnelle interarmées multinationale (MNJTF) de la Commission du bassin du lac Tchad (qui soutient la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram au Tchad, au Cameroun, au Nigeria et au Niger). En 2021, l'Union a également déployé une mission de formation militaire au Mozambique (EUTM Mozambique), pour aider le pays à lutter contre l'insurrection terroriste dans le nord du pays. Voir European Parliamentary Research Service, Eleni LAZAROU Eleni, Ionel ZAMFIR, *Peace and Security in 2022 : Overview of EU action and outlook for the future*, op. cit., p. 57.

⁷⁷ Ibid., p. 59.

⁷⁸ « Comprehensive strategy on its partnership with the African Union, which translated to a February 2022 joint declaration by the Heads of State and Government of the Member States of the African Union and of the EU. This joint declaration highlights a renewed partnership based on several pillars, including 'A renewed and enhanced cooperation for peace and security', reflecting the conviction that security and sustainable development are mutually reinforcing », ibid., p. 41.

⁷⁹ « We need to act before the crisis erupts and we have to be prepared to provide support to our partners well before we are in an urgent situation. We need smaller, more agile teams, that can address specific requests for targeted trainings, advice, equipment and accompaniment. This is the formula », traduit de l'anglais par l'auteur, EEAS, « Foreign Affairs Council (Defence) : Remarks by High Representative Josep Borrell at the press conference », loc. cit.



en présence de Ylva JOHANSSON, Commissaire européenne aux affaires intérieures, et Hamadou ADAMOU SOULEY, Ministre nigérien de l'Intérieur et de la Décentralisation⁸⁰. Cet instrument illustre le « premier accord de ce type signé par FRONTEX avec une mission civile de l'UE »⁸¹. Il vise à une gestion intégrée des frontières par le développement des capacités de gestion et d'évaluation des risques dans le pays concerné à travers des échanges d'informations, des activités de formation ciblées, le partage des meilleures pratiques et des conseils⁸². La partie européenne voit dans cet accord « un exemple pour l'approche intégrée de l'UE en combinant nos forces et notre expertise respectives. Ensemble, nous aiderons le Niger à se professionnaliser et à trouver des solutions aux problèmes locaux de manière durable et dans l'intérêt de nos objectifs communs : réduire les activités de trafic et soutenir la stabilité du pays »⁸³.

La question du soutien au G5 Sahel reste posée, tout comme l'extension d'EUTM Mali au Niger, décidée en 2021 entre la Commission de l'UE et la République du Niger. On note également une adaptation de l'approche sahélienne de l'UE avec des ajustements au cas par cas selon les thématiques considérées comme prioritaires – comme l'immigration. Certains pays sahéliens deviennent ainsi des modèles d'essai pour les mutations des stratégies européennes.

*

* *

Nonobstant sa diplomatie programmatique à l'égard de la région sahélienne et sa volonté de « concret » par une approche de dialogue politique étroit et permanent, l'UE et ses États membres font toujours face à des échecs ; d'où la réadaptation constante et les nouvelles voies à emprunter. La diplomatie programmatique européenne dans cette région demeure ainsi en mutation constante et nécessite de ce fait une analyse permanente pour saisir ses dynamiques dans la région sahélienne. Quelques pistes d'amélioration de cette diplomatie peuvent être recommandées :

⁸⁰ Commission européenne, Communiqué de presse « Renforcement de la coopération dans la lutte contre le trafic de migrants : l'Union européenne et le Niger lancent un partenariat opérationnel de lutte contre le trafic de migrants », Commission européenne, Communiqué de presse, 15 juillet 2022, consultable sur : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_4536.

⁸¹ Agence Europe, « L'UE et le Niger développent leur coopération sur la lutte contre le trafic des migrants », Bulletin Quotidien Europe n° 12994, 15 juillet 2022.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*



Recommandations

1 – Afin de mieux accompagner les pays sahéliens, l’accent doit être mis davantage sur les stratégies nationales et communautaires concernant la sécurité et le développement ;

2 – Entamer une approche plus approfondie sur les scénarios de sortie de crise avec une plus-value de l’expérience européenne et la participation du pays concerné ;

3 – L’appui aux moyens locaux ou mécanismes traditionnels de règlement des conflits ;

4 – Accorder de l’importance, au-delà de la prise en compte des stratégies nationales et communautaires, aux approches par le bas permettant de prendre en compte la réalité sur le terrain ; surtout en prenant davantage en compte les jeunes.

5 – Procéder à la cohérence des stratégies protéiformes des États membres et de l’UE, ainsi qu’avec celles des autres partenaires, aux outils multiples sans conséquences pratiques.



BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels

Secrétariat du G5 Sahel, « L'Union européenne restera aux côtés du G5 Sahel », G5 Sahel, 29 juin 2022.

Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, « Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel – Conclusions du Conseil (16 avril 2021) », Bruxelles, le 16 avril 2021, 7723/21, COAFR 89, CFSP/PESC 357, RELEX 293, CSDP/PSDC 168, ACP 20, DEVGGEN 60, COHOM 73, COHAFA 25, CIVCOM 48, COPS 128.

SEAE, « L'Union européenne et le G5 Sahel : un partenariat plus que jamais d'actualité », avril 2020.

Conseil européen, « Déclaration conjointe des membres du Conseil européen avec les États membres du G5 Sahel », 28 avril 2020.

Service de recherche du Parlement européen, « Le Sahel : un enjeu stratégique pour l'Union européenne (Rapporteur : Eric Pichon) », Briefing, PE 608.815, Parlement européen, 2017

Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général du Conseil, « Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne », Bruxelles, le 28 juin 2016, 10715/16, LIMITE, CFSP/PESC 543, CSDP/PSDC 395.

Council of European Union, Joint Staff working Paper - Joint paper European Strategy for Security and Development in the Sahel, SEC(2011) 311 Final.

Ouvrages

-Samir AMIN, *L'eurocentrisme : critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos, 1988.

-Anne HAMONIC, *Les relations entre l'Union européenne et l'ONU dans le domaine de la gestion des crises*, Bruxelles, Bruylant, 2018.

-International Crisis Group, *Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, ICG, Report n° 304, 2021.



Articles

- Adam ABDOU HASSAN, « La Commission européenne se dote d’une nouvelle doctrine vis-à-vis de l’Afrique », *The Conversation*, 31 mai 2017.
- Morten BØÅS, Francesco STRAZZARI, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel : A Hybrid Political Order in the Making », *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*, vol. 55, n° 4, 2020.
- Centre Africain d'Etudes Stratégiques, « La stratégie de l’Union européenne au Sahel et le nexus “sécurité-développement” ».
- Damien HELLY, Gretta GALEAZZI, « Avant la lettre ? The EU’s comprehensive approach (to crises) in the Sahel », *Briefing Note*, n° 75, ECDPM, 2015.
- Chantal LAVALLEE, Florent POUPONNEAU, « L’approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne », *Politique européenne*, 2016/1, n° 51.
- Jean Innocent SENOU, « Le régionalisme sécuritaire du G5 Sahel », *Afrilex*, 2021.
- Anna SCHMAUDER, Guillaume SOTO-MAYOR, Delina GOXHO, « Strategic missteps : learning from a failed EU Sahel Strategy », *Netherlands Institute of International Relations (CLINGENDAEL)*, 9 november 2020.